GENEVE

Année XXXII - N° 907 - 22 SEPTEMBRE 1934

LE RÉVEIL anarchiste

M. Motta a dit: « Nous comptons que tous les autres Etats nous aideront à empêcher que Genève puisse se transformer en un foyer de propagande dissolvante. »

Voilà bien nos patriotes farouches toujours prêts à invoquer l'intervention de l'étranger. Mussolini relève complaisamment cette phrase dans son journal. Il rêve sans doute déjà d'intervenir à Genève comme à Vienne !

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil. No I. 4662. Genève

POUR LA LIBERTÉ

Ces derniers temps, à Genève, nous avons été affligés de prohibitions et d'interdictions en nombre. Le gouvernement socialiste s'est tenu ce raisonnement bien fondé: « Les mesures policières et légales dirigées contre notre liberté de propagande, nous allons les appliquer pour les mêmes cas à nos adversaires. » Rien de plus équitable, en somme, mais c'est comme toujours de la politique à courte vue.

Voulons-nous la liberté ou la muselière pour tout le monde? Nous savons bien que les anarchistes ont été fort raillés pour avoir réclamé aussi la *liberté des autres*. Et c'est avec une véritable satisfaction que nous avons pu constater que cette même liberté des autres avait été affirmée par Rosa Luxembourg, dans l'un de ses derniers écrits, avant d'être lâchement assassinée.

Les socialistes ayant condamné certaines restrictions de la liberté se devaient de ne pas les appliquer. Et il serait arrivé ceci: ou Berne serait intervenue pour le leur enjoindre et ils n'en étaient plus responsables, ou Berne se serait tue et les opinions s'affrontaient avec avantage pour la meilleure d'entr'elles.

C'est un comble d'hypocrisie et d'impudence à la fois de voir la presse bourgeoise en mal de fascisme se réclamer de cette liberté dont Mussolini s'est vanté d'avoir piétiné le cadavre; mais nous n'avons aucun intérêt à ce que le Procureur fédéral intervienne pour l'admoneste, sachant fort bien que la seule répression réelle sera celle qu'il exercera contre le mouvement d'émancipation du travail.

A quoi peut bien rimer la défense d'une manifestation de protestation contre la Russie? A justifier celles que nous serions tentés d'organiser contre les fascismes sévissant dans le monde entier et pour nos innombrables victimes vouées à la déportation, au bagne et à la mort.

Car, bien entendu, il arrive qu'une interdiction est le prétexte à en réclamer une autre, et que, comme nous l'avons déjà dit, avec le fameux arrêté concernant les délégations à la S. d. N., on peut virtuellement aboutir à la défense de toute critique en matière de politique étrangère. Il est si difficile de tenir la balance juste entre deux forces — surtout en appartenant à l'une d'elles! — et la société étant encore bourgeoise, bien bourgeoise, nous restons les victimes prédestinées de ses mesures légales. En essayant de les retourner contre nos ennemis, nous ne faisons qu'ajouter au dommage la dérision.

Notre intérêt est évidemment de nous maintenir sur le terrain de la liberté. Ainsi de la manifestation laïque défendue au Victoria-Hall, messieurs les fascistes ont pu en faire deux religieuses « pour les martyrs de la foi » à Saint-Pierre et au Sacré-Cœur. Sous le couvert de la religion, ils ont pu faire ce qui reste donc interdit exclusivement à nous les mécréants.

Nous avons à livrer la bataille pour la liberté et non pour une extension des interventions policières. Les communistes en étaient arrivés à demander la dissolution des *fasci* italiens en Suisse, ce qui s'expliquerait aisément nulle association n'étant tolérée en Italie en dehors de celles conformes à la doctrine officielle, qui en Suisse reste toujours, apparemment du moins, celle de la démocratie. Mais alors il y a une identique raison pour dissoudre le parti communiste dictatorial et les groupements antiétatistes comme les nôtres. Proposition niaise s'il en fut, bien digne de politiciens en possession d'une tactique infaillible.

Avec un gouvernement socialiste, nous voyons créer des précédents contre la liberté d'opinion et de propagande qui ne sauraient ne pas nous inquiéter. Nous savons fort bien qu'il est facile d'invoquer ce qui se fait de bien pire dans d'autres cantons de la part des amis de ceux qui font les scandalisés à Genève; mais telle mesure qui convient fort bien à la réaction n'est d'aucune utilité et même nuisible pour nous.

Nous avons à livrer bataille à l'ennemi sans cesse, non pas en champ clos, entouré de lois et de règlements de police, mais partout et incessamment sur tous les terrains. Toute entrave, de quelque nature qu'elle soit, ne pourra que nous lier bien davantage que la coalition clérico-fasciste.

Revision fédérale

L'initiative pour la revision totale de la Constitution fédérale ayant abouti, Paul Golay se demande quelle doit être l'attitude du Parti socialiste. Il paraît que les stratèges de ce dernier se prononcent pour une réponse négative et Golay observe avec raison « qu'il est étrange, à première vue, qu'un parti d'avant-garde se doive faire le défenseur d'une constitution vieille de soixante années ».

L'une des caractéristiques des Partis socialistes a toujours été une répugnance pour toute lutte qui ne soit pas de bulletins de vote. Et voici que, même sur ce terrain, il montre en somme des hésitations. Et Paul Golay d'écrire:

A mon avis, ce qui importe, aujourd'hui, sur le terrain politique, ce sont les grandes bagarres, les batailles de fond, celles pour lesquelles on dresse les unes contre les autres, dans leur totalité et dans leur exhubérance, toutes les forces vives, celles de la réaction intégrale et celles du socialisme. Sur le plan d'une revision totale, l'enjeu est de taille. Et par son envergure même, il prend une allure et un sens. Il passionne parce qu'il est l'inconnu que l'on peut façonner de façon nouvelle et non le trop connu auquel on apporte la consécration de l'impuissance ou le bandage provisoire et inopérant. Les partis politiques maintiennent leurs effectifs par une habileté prodigieuse mais, en fait, le mécontentement est partout et ce mécontentement crée, pour celui qui saura le canaliser en fonction d'une vaste réforme constitutionnelle, des possibilités infinies de renouvellement et de salut.

Nous doutons fort des possibilités de renouvellement et de salut à demander à une vaste réforme constitutionnelle, en admettant même que l'opposition d'une infinité de petits intérêts particuliers la rendent possible. Nous croyons que nos ennemis ne se font pas plus d'illusions à ce sujet et qu'ils se préparent au coup de force. Saurons-nous leur résister? Voilà le problème angoissant. Il peut paraître habile, à un certain point de vue, de se maintenir sur le terrain constitutionnel, mais si nos ennemis en sortent? A ce sujet, rappelons-nous que toute notre presse bourgeoise s'est bien gardé de condamner en style véhément l'émeute du 6 février à Paris. Les gouvernants radicaux n'ont pas été blâmés de n'avoir pas su faire face aux émeutiers avec assez de vigueur et de rigueur, mais au contraire de trop de rudesse! Les sympathies nettement affichées chez nous pour les mouvements fascistes étrangers, à commence par M. Pilet-Golaz, président de la Confédération, devraient pourtant nous mettre en garde.

Paul Golay termine ainsi son article:

Une victoire, en se tenant sur la défensive, en nous collant aux partis de modération et de statu quo, ne résout rien, ni dans le domaine politique, ni en regard des problèmes de ce temps. C'est la consolidation d'un statu quo qui peut avoir une valeur idéale, mais s'y cramponner pour un parti dit d'avant-garde, alors que d'autres partis, dits de réaction, se lancent vers un inconnu qui n'est ni à eux ni à nous, que voilà une attitude paradoxale. Le rôle du Parti socialiste? Rajeunir ses formules, les vivifier, extraire de son programme tout ce qui, en un pacte nouveau, peut donner stucture et vigueur, tracer des routes vers l'avenir et appeler à ce sain combat les masses profondes, les enthousiasmer et les lancer dans la bagarre, telle est l'action qui vaut en elle-même, en dehors même du résultat pratique.

Il y a là une sorte de nécessité historique. En s'y dérobant par des arguties de politiciens, le Parti socialiste me paraît se retrancher lui-même de la vie ardente pour devenir un petit vieux bien propre et bien sage à la veille de son transfert dans les paradis éternels !

Tout cela est fort bien dit, mais en le rapportant à une simple votation constitutionnelle, c'est précisément se dérober à la nécessité historique.

Nous n'aimons pas les gros mots et les déclarations virulentes, mais si nous sommes d'accord que sur la base du capitalisme privé, même fortement renforcé de capitalisme d'Etat, la solution n'est guère possible, il serait grand temps de préparer les esprits à une solution socialiste qui soit vraiment telle. L'espèce de tolérance démocratique dont nous avons pu nous servir jusqu'à présent est aujourd'hui déclarée désordre. Il n'est donc plus possible d'espérer par de petites conquêtes successives de nous rapprocher du but. A une doctrine totalitaire d'esclavage, il ne nous reste plus qu'à opposer une doctrine totalitaire d'émancipation. Nous allons à notre perte si le socialisme se méfiant surtout des possibilités socialistes, continue à patauger dans un réformisme qui n'a jamais réformé grand chose et qui, étant donné la crise, ne peut absolument plus rien réformer.

Suisse chrétienne

Nos fascistes, sous la direction de l'Eglise de Rome, veulent nous imposer une Suisse chrétienne Dans leur programme, nous lisons :

Le fascisme ne reconnaît pas à la presse le droit de faire du défaitisme et de l'irréligion.

C'est donc le catholicisme imposé comme croyance obligatoire, car pour nos papistes même le protestantisme est de l'irréligion. Inutile de dire qu'il ne sera plus permis d'être athée et de se refuser à suivre les pratiques religieuses.

D'une lettre de Suisse, publiée par *Plus loin*, voici ce que nous apprenons :

Je suis de plus en plus frappé de cette difficulté très grande : les ignares et les imbéciles vont de l'avant, cognent, terrorisent, parce qu'ils ne doutent de rien, précisément à cause de leur ignorance et de leur sottise; et les gens civilisés, les démocrates respectueux de la vie, ayant les sens du relatif, bridés par leurs conceptions et leur sensibilité, et paraissant pusillanimes, risquent de se faire écraser. Autrefois au XIXe siècle, on avait une certaine mystique de la culture, et les abrutis se tenaient plus ou moins coi. La guerre ayant mis la violence sur le plan de l'héroisme, il y a maintenant une mystique de la brutalité et de la simplicité indigente, ce qui est une sale affaire. Ce que nous pensions acquis et remis en question et nous retournons au moyen âge. L'Autriche y est replongée en plein. On ne laisse pas travailler tel médecin que je connais bien, s'il ne se déclare catholique, ne baptise sa fille et ne lui fait bientôt suivre le catéchisme. Sa femme est très affectée de cette tournure des événements et ne voit comment en sortir, s'ils ne veulent pas mourir de faim.

En Suisse, il y a aussi quelques crétins qui soupirent après de telles mœurs. Enfin, j'ai été effaré l'autre jour au cinéma en voyant défiler vos « croix de feu », habillés comme des nazis, et tendant le bras à tout moment, comme les pires brutes d'Allemagne. Est-il possible que des Français admirent et copient à ce point les Allemands ? Vous comprenez, c'est cette éclipse de toute pensée, de tout esprit critique, de tout sentiment simplement humain, qui est effrayante. Notre répugnance de la violence est désormais une faiblesse ; et c'est là le drame qui va se jouer dans notre crâne.

Les syndicats, c'est là la seule ressource sur laquelle nous pouvons compter, mais ces organismes sont en dehors de nous, ils nous dépassent, et là encore nous nous trouvons en état d'infériorité. Bref, je cherche en toute bonne foi comment un civilisé ou un Européen du XXe siècle peut dorénavant se comporter en France et en Suisse — pour ne pas parler des autres pays.

Refaire en Suisse ce qui se fait déjà en Autriche et en Italie, voila le but du fascisme clérical, lequel tient à s'affirmer en même temps militariste. L'esclavage économique ne saurait mieux s'imposer que par le prêtre et le soldat. Proudhon a fort bien prouvé que l'Eglise considère la guerre comme nécessaire et rédemptrice.

L'auteur de la lettre de Suisse se fait de notre situation actuelle le même tableau que se faisait déjà dans *Le Prêtre de Némi*, Ernest Renan :

... un tableau triste puisque le premier plan est occupé par l'égoisme des grands, la sottise du peuple, l'impuissance des gens d'esprit, l'infamie du sacerdoce mensonger, la faiblesse du sacerdoce libéral, les faciles déceptions du patriotisme, les illusions du libéralisme, la bassesse incurable des vilaines gens.

Tous les partis, même ceux qui se prétendent révolutionnaires, n'ayant pas cherché à faire des hommes de cœur, de conscience, de volonté et d'initiative ; mais des suiveurs bien soumis et disciplinés, nous n'avons pas à nous étonner que le fascisme ait trouvé sa tâche facile. Toutes les « mystiques » à notre avis sont mauvaises, parce qu'elles remplacent l'examen, le raisonnement et le jugement libres. C'est navrant de voir des centaines de mille, des millions d'hommes, non seulement ne plus oser affirmer leur idée de la veille, mais acclamer éperdûment les nouveaux dominateurs, qui ne sont devenus tels que par la trahison et le crime. La lecture des journaux italiens et allemands avec la perpétuelle exaltation du Duce ou du Führer produit un écœurement profond, propre à faire presque désespérer des hommes .

Plaintes et récriminations sont toutefois vaines. Il s'agit de se préparer à la lutte, de dessiller les yeux de trop de naifs, de développer le sentiment de clignité personnelle en même temps que de large solidarité collective, de faire comprendre encore et toujours que notre ennemi c'est notre maître, de combattre sans merci ceux qui reprochent surtout aux maîtres actuels de n'être pas assez durs, de ne pas assez écraser le pauvre monde, de lui accorder quelque tolérance, au lieu de l'humilier, de le brider, de l'écraser à jamais.

Pas d'illusion ! Capitalisme, cléricalisme et militarisme veulent le fascisme ; nous n'en serons sauvés que si nous saurons abattre cette trinité d'esclavage et de mort.

Nos vertuistes.

Pendant que toute notre presse bourgeoise s'insurge contre l'admission de la Russie dans la S. d. N., déclarant qu'elle ne peut donner « la garantie effective d'une intention sincère d'observer les engagements internationaux », exigée des candidats par l'article premier du pacte, nous lisons ceci dans les journaux:

Le Conseil fédéral s'est rallié, il y a quelques mois, à la décision de la S. d. N. de décréter l'embargo pour des armes et munitions à destination de la Bolivie et du Paraguay qui depuis deux ans font la guerre dans le Grand Chaco. Or, d'après la statistique officielle du commerce, la Suisse a exporté, en août dernier, pour 138,000 fr. de munitions à destination de la Bolivie.

Notre Motta va sans doute expliquer qu'il s'agit de commandes passées avant son adhésion à l'embargo, et pour lesquelles un fort dédit était prévu. C'est l'explication que nous avons déjà lue à une autre occasion et qui peut valoir pour toutes.

Questions révolutionnaires

Nous empruntons à La Révolte *(no 4, 10 octobre 1890) cet article toujours d'actualité.*

Chers compagnons,

Une feuille de langue française a voulu s'occuper de ce que j'ai dit dans la conférence antiparlementaire qui fut tenue, à Londres, le 3 du mois d'août, dans la salle du club *Autonomie*, et elle m'a fait dire à peu près le contraire de ce que j'ai dit réellement.

Voulez-vous me permettre de rétablir la vérité ? Cela pourrait aussi, peut-être, donner occasion à une discussion entre compagnons sur des questions qui intéressent au plus haut degré le parti anarchiste.

Voici donc les idées que j'exposai devant les compagnons réunis à l'*Autonomie* — un peu plus développées que je ne pus le faire dans le peu de temps dont chaque orateur pouvait disposer.

Le problème principal que la conférence se propose, c'est le moyen d'assurer la solidarité internationale dans l'action révolutionnaire.

Cela se réduit à la question déjà tant discutée, de l'organisation ; question qui intéresse aussi bien l'action internationale que l'action nationale ou locale.

Il y a parmi les anarchistes des compagnons qui repoussent toute idée d'organisation de peur qu'elle puisse créer une autorité et entraver la libre initiative. Certainement toutes ou presque toutes les organisations révolutionnaires qu'on a fait dans le passé ont été plus ou moins entachées d'autoritarisme ; mais peut-on déduire de cela que toute organisation soit nécessairement autoritaire ? Certainement non. Une organisation est autoritaire quand il y a parmi ses membres une partie qui veut exercer l'autorité et une autre partie qui est disposée à la subir ; une organisation entre anarchistes conscients est nécessairement libertaire.

Bien plus : le seul fait de ne pas savoir concevoir une organisation sans autorité est une preuve que l'idée anarchiste n'est pas bien pénétrée dans nos cerveaux. En effet, qu'est-ce que c'est qu'une société anarchiste sinon une organisation sans autorité? Et si cela est possible dans la société future pour la satisfaction de tous les besoins humains, pourquoi ne le serait-il pas aujourd'hui, entre ceux qui comprennent et sentent l'Anarchie, pour les besoins de la lutte contre la Bourgeoisie ?

L'organisation autoritaire est dangereuse et funeste pour la révolution : elle met tout le mouvement à la merci des idées particulières, ou même de la défaillance ou de la trahison de quelques chefs ; elle offre le flanc aux coups de force des gouvernements, et, ce qui est le pire de tout, elle habitue les révolutionnaires à abdiquer leur initiative dans les mains de quelques-uns, et le peuple à attendre le salut d'une providence quelconque.

Mais, d'autre part, la non-organisation c'est l'impuissance et la mort ; elle habitue à l'insolidarité., à la rivalité haineuse de chacun contre tous et aboutit à l'inaction.

La libre initiative c'est certainement le grand ressort du progrès ; mais pour qu'elle agisse il faut encore qu'elle ait la conscience de sa force. On travaille, on s'expose, on se sacrifie quand on croit que cela produira quelque chose, quand on sait que son action sera comprise, secondée, suivie par les compagnons.

Les héros, qui agissent pour l'idée sans se préoccuper de ce que diront et de ce que feront les autres sont très rares ; il ne faut pas compter sur eux. Et encore leur action, si elle n'est jamais complètement stérile, ne produit pas un effet proportionné à l'effort, si elle reste isolée.

L'homme isolé c'est le plus impuissant des animaux ; et plus on avance dans la voie de la civilisation, plus devient prépondérant le rôle que jouent dans la vie la coopération et la solidarité.

D'ailleurs tout cela, au fond, n'est qu'une mauvaise chicane.

Ceux qui prêchent contre toute sorte d'organisation, quand il arrive qu'ils sont les hommes d'action, font tout comme nous : ils se mettent à plusieurs pour faire une chose, ils tâchent d'élargir leur cercle d'amis, d'établir des ententes et des relations plus ou moins suivies avec les individus et les groupes qui conviennent à leur but.

C'est vrai qu'ils s'évertuent à chercher des noms qui remplacent celui d'organisation, mais en réalité ils font tout bêtement de l'organisation, ou des tentatives d'organisations. C'est le cas de M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir.

Si ce n'était que la question du mot nous y serions complètement indifférents et nous admettrions volontiers qu'ils appellent cela comme mieux leur semble. Mais c'est qu'en prêchant que l'Anarchie n'admet pas l'organisation, on fait du tort à l'idée auprès des gens de bon sens, on fait perdre un temps précieux dans des discussions oiseuses et on maintient beaucoup de compagnons dans un état d'indécision qui leur empêche de faire n'importe quoi.

Il arrive, en outre, que des gens qui auraient toutes les dispositions pour devenir anarchistes, nous croyant condamnés à l'impuissance (et nous le serions si vraiment nous renonçons aux avantages de l'association) préfèrent, comme un pis aller, s'enrôler avec les social-démocrates et autres politiqueurs.

La non-organisation aboutit d'autre part à une autorité, qui pour être sans contrôle et sans responsabilité, n'en est pas moins une véritable autorité. En effet, les hommes énergiques, les hommes d'action ne renoncent pas à se réunir, à s'organiser pour acquérir cette force qui vient de la coopération ; ainsi toute la propagande contre l'organisation réussit à faire de l'organisation le privilège de quelques-uns. La masse du parti, restant désorganisée, est naturellement menée par ceux qui, étant unis, sont forts, et qui, même s'ils ne le voulaient pas, imposent leurs idées et leur volonté par l'unanimité et par l'ensemble qu'ils mettent dans leur propagande et dans leurs actions.

Nous voulons la libre initiative en fait d'organisation comme dans tout autre chose : que chacun s'organise comme il l'entend, avec ceux qui lui conviennent, selon les nécessités de ce qu'on veut faire et selon les affinités de tempérament, de tendances, d'intérêts : mais qu'il n'y ait que le moins possible d'individus isolés, de forces perdues.

Nous ne renoncerons certes pas à l'organisation qui est la vie et la force ; au contraire, nous tâcherons de la développer pour devenir le plus fort que nous pourrons. Mais, puisque nous sommes anarchistes et nous ne voulons pas faire d'elle un instrument de domination, nous voulons que tous nos compagnons tâchent eux aussi, d'acquérir, en serrant les liens qui les unissent le plus de force qu'ils peuvent. Et la force de nous tous sera la force de la Révolution, sera le levier avec lequel on renversera le monde bourgeois.

On craint les chefs et on a raison ; mais le véritable, le seul moyen pour ne pas avoir des chefs, c'est de savoir ce qu'on veut et comment on le veut. La propagande des principes et des méthodes anarchistes est donc le remède pour détruire les chefs, parce qu'elle est fondée non sur la foi en un individu, mais sur la complète compréhension du programme par tous les membres de l'organisation.

Et si, même parmi les anarchistes il peut y en avoir qui suivent aveuglément des individus, c'est un malheur qu'on doit à l'éducation autoritaire qui depuis des milliers d'années pèse sur l'humanité. Ceux-là trouveraient leur chef quoiqu'ils fassent, partout ils se mettent ; pour les débarrasser des chefs, il faut débarrasser leurs cerveaux des ténèbres : il n'y a pas deux chemins.

*

Puisque le fondement et le lien principal d'une organisation anarchiste doit être le programme compris et accepté par tous, il est utile de dire quelques mots sur ce programme au point de vue de son ampleur pour voir quels sont les hommes que nous pouvons considérer comme appartenant à notre parti et avec lesquels il faut tâcher de s'entendre et de s'organiser.

Evidemment nous ne pouvons marcher d'accord qu'avec les anarchistes. Il y a trop de différence dans le but et dans les moyens entre nous et les socialistes non anarchistes, pour que soit possible une entente, surtout à présent que ceux-ci, entraînés par la logique de la méthode, s'approchent toujours plus de la bourgeoisie et oublient presque d'être socialistes.

Mais entre les anarchistes il y a des fractions différentes selon l'idée qu'ils se font de la société future. Pourquoi ne serions-nous pas tous du même parti tant que nous sommes d'accord sur la manière de préparer et de faire la Révolution ?

Par exemple, nous sommes communistes; mais il y a aussi les anarchistes collectivistes, qui sont assez rares dans les autres pays, mais qui, en Espagne, sont nombreux, bien organisés et de très actifs travailleurs pour la cause commune. Inutile de dire qu'il ne faut pas les confondre avec les « collectivistes » français, qui sont bien des communistes peut-être, mais qui sont surtout des autoritaires et des parlementaristes, c'est-à-dire des anti-anarchistes.

Or, ces collectivistes-anarchistes repoussent, comme nous, toute espérance et tout expédient parlementaire et veulent la révolution par la force. Ils veulent, comme nous-mêmes, l'expropriation violente des propriétaires et la prise de possession et la mise en commun de toute la richesse privée et publique par l'action directe du peuple. Ils veulent, comme nous la destruction des gouvernements de toute sorte et la réorganisation sociale faite par l'action directe du peuple et sans délégation de pouvoir. Comme nous, ils se proposent d'empêcher par la force qu'une nouvelle forme d'autorité ne vienne à escamoter les résultats de la Révolution.

Pourquoi donc ne travaillerions-nous pas ensemble à l'œuvre commune ?

Il y a bien des différences entre nous et eux dans les questions qui ont trait à la manière de laquelle seront organisées la production et la distribution dans la société future. Nous, les communistes, pensons que la seule solution qui puisse résoudre toutes les difficultés et tous les conflits possibles dans une société égalitaire et qui donne satisfaction en même temps aux sentiments de justice et de fraternité, c'est une organisation sociale basée sur le principe de solidarité : *De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins*, c'est-à-dire *tout est à tous.*

Les collectivistes, au contraire, pensent que la société se réorganisera selon le principe de justice — *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses œuvres*, c'est-à-dire *à chacun le produit de son travail ;* solution que nous trouvons aussi injuste qu'étroite, et qui est d'ailleurs (suivant les communistes), pratiquement irréalisable, ou tout au moins incapable de durer sans évoluer rapidement vers le communisme ou retomber dans le bourgeoisisme.

Mais tout cela c'est pour après la Révolution et ne peut pas être une cause de division dans la lutte que nous devons soutenir aujourd'hui. Et même après la Révolution une telle différence ne devrait produire qu'une concurrence fraternelle pour répandre le plus grand bien social. Si nous étions un parti autoritaire, c'est-à-dire si nous aspirions à constituer un gouvernement et à imposer notre manière de voir, alors certainement nous ne pourrions marcher ensemble qu'avec ceux qui veulent dicter les mêmes décrets, les mêmes lois que nous. Mais puisque, selon nous, c'est le peuple lui-même, c'est chacun des éléments qui constituent le peuple, qui doit pourvoir à son organisation, et à l'entente avec les autres éléments ; puisque c'est l'évolution spontanée, c'est le libre jeu des besoins et des passions, c'est l'observation de l'expérimentation par tout le monde qui doivent déterminer la forme ou les formes de vie sociale, nous, anarchistes de toutes les écoles, n'aurons qu'à prêcher d'exemple en soumettant à la preuve de l'expérience nos idées et nos solutions.

Dans les luttes sociales, aussi bien que dans les recherches scientifiques, c'est la méthode qui prime et qui détermine les résultats. Et les partis se constituent d'après ce que l'on veut faire, et non d'après ce que l'on désire ou ce que l'on prévoit.

Par conséquent, il me paraît que tous les socialistes anarchistes, qui suivent les mêmes méthodes de lutte, peuvent être et sont du même parti, indépendamment des questions de réorganisation.

*

Je finirai avec quelques observations sur la tactique révolutionnaire.

Nous devons nous mêler le plus possible à la vie populaire ; encourager et pousser tous les mouvements qui contiennent un germe de révolte matériel ou moral et habituent le peuple à faire ses affaires par lui-même et à ne se confier que dans sa propre force ; mais sans perdre jamais de vue que la révolution pour l'expropriation et la mise en commun de la propriété et la démolition du pouvoir sont le seul salut du prolétariat et de l'Humanité et que par conséquent chaque chose est bonne ou mauvaise selon qu'elle approche ou éloigne, facilite ou rend plus difficile cette révolution.

Il s'agit pour nous d'éviter deux écueils : d'une part, l'indifférence pour la vie et les luttes de tous les jours, ce qui nous éloigne du peuple et nous rend pour lui étrangers et incompréhensibles ; — et d'autre part, de se laisser absorber dans ces luttes, leur donner une importance plus grande qu'elles n'ont, et finir par oublier la révolution.

Appliquons cela à la question de la grève.

Nous sommes tombés, comme c'est un peu notre habitude, d'une génération dans une autre.

Autrefois, convaincus que la grève est impuissante, non seulement pour émanciper, mais aussi pour améliorer d'une manière permanente le sort des travailleurs, nous avions trop négligé le côté moral de la question et, sauf dans quelques régions, nous avions laissé ce moyen puissant de propagande et d'agitation, presque totalement aux socialistes autoritaires et aux endormeurs.

Revenus de cette indifférence à la suite des grandes grèves de ces derniers temps et surtout de la grève du port de Londres, qui donna lieu à croire que si les hommes qui la menaient avaient eu une claire conception révolutionnaire et n'avaient pas craint les responsabilités, on aurait pu amener les travailleurs des docks à marcher sur les quartiers riches et à faire la révolution; il se manifeste maintenant une tendance à l'excès opposé, c'est-à-dire à tout attendre des grèves et presque confondre la grève avec la révolution.

Cette tendance est très dangereuse puisque elle fait naître des espérances chimériques et dont la pratique serait — pas aussi corruptrice assurément, mais aussi décevante et endormeuse que le parlementarisme lui-même.

On prêche la grève générale et c'est très bien; mais on a tort selon moi, quand on s'imagine et on dit que la grève générale est la révolution. Elle serait seulement une occasion magnifique pour faire la Révolution, mais rien de plus. Elle pourrait se transformer en révolution, mais si les révolutionnaires avaient assez d'influence, assez de force et assez d'esprit d'initiative pour entraîner les travailleurs dans la voie de l'expropriation et de l'attaque armée, avant que l'énervement de la faim, l'effarement du massacre ou les concessions des patrons ne viennent à démoraliser les grévistes et les amener à cette condition d'esprit, si facile à se produire dans la masse, dans laquelle on veut se soumettre coûte que coûte, et on considère comme un ennemi, un fou ou un agent provocateur quiconque pousse à la lutte à outrance.

Je considère d'ailleurs, comme irréalisable une véritable grève générale dans les conditions économiques et morales actuelles du prolétariat universel ; et je crois que la révolution sera faite bien avant que cette grève ne puisse se produire. Mais de grandes grèves se produisent déjà, et avec de l'activité et de l'entente, on peut en provoquer de plus grandes encore ; et il se pourrait bien que ce soit là, la forme par laquelle commencera, au moins dans les pays industriels, la Révolution sociale. Il faut donc être sur le qui vive pour profiter de toutes les occasions qui peuvent se présenter.

La grève ne doit plus être la guerre des bras croisés.

Les fusils et tous les engins pour l'attaque et pour la défense que la science met à notre disposition, loin d'être rendus inutiles par les grèves, restent toujours les instruments de l'émancipation et dans les grèves trouvent seulement une bonne occasion pour être employés utilement.

Errico Malatesta.

Faux monnayeurs.

Toute la presse bourgeoise française n'a pas marché à la suite du gouvernement d'union nationale Doumergue pour l'admission de la Russie à la S. d. N. Ainsi *Le Journal* écrit:

Une autre remarque s'impose: les puissances qui vont voter l'admission des Soviets dans la Société des nations doivent bien considérer que par ce geste elles vont passer l'éponge sur toutes les violations commises par le régime soviétique. En ce qui nous concerne, nous Français, c'est l'éponge passée sur l'escroquerie de 30 milliards de francs-or — 150 milliards de franc papier.

Remarquons tout d'abord que ces 30 milliards n'ont pas été prêtés au peuple russe, qui n'en a certes pas vu la couleur. Il ne reste donc qu'à les réclamer à ceux qui les ont réellement touchés.

Mais en fait d'escroquerie, les lignes ci-dessus ne nous disent pas que 5 francs d'aujourd'hui ne valent plus qu'un franc d'autrefois. Nous avons donc une escroquerie de quatre cinquièmes sur les billets émis par le gouvernement français lui-même.

L'histoire a condamné les rois du moyen âge qui variaient souvent l'alliage de leurs monnaies d'or et d'argent; mais que dire de nos gouvernements d'aujourd'hui qui discutent ouvertement de la dévaluation de leur monnaie, de l'abandon de l'étalon or, lors même qu'ils disposent de deux tiers de l'or mondial, comme c'est le cas des Etats-Unis d'Amérique? Lors du fameux crac à la Bourse de New-York où 90 milliards de dollars d'actions et d'obligations ont perdu le 60% de leur valeur, l'escroquerie, la perte fut neuf fois plus forte que celle des emprunts russe. Et pourtant la presse bien pensante n'y a pas vu une escroquerie. Et nous pourrions fournir bien d'autres exemples, s'il en était encore besoin.

La fiscalité oppressive.

Nous ne sommes certes pas des amis du fisc, mais il est plaisant de voir les gens d'argent qui, eux, vivent d'une sorte de fiscalité privée, en imposant aux travailleurs des prélèvements sur leur travail que nulle loi ne règle et limite, se plaindre que le « plafond fiscal est crevé ». Et ils préconisent ouvertement la résistance et même la grève des contribuables. Mais il n'y a pas là une lutte blâmable, comme celle opposée par les ouvriers aux prélèvements entièrement arbitraires faits sur leurs gains par le patronat. Bien au contraire, nos bourgeois prétendent ainsi sauver le pays de la ruine!

Il serait grand temps que les travailleurs songent aussi à se sauver de la ruine, surtout qu'avec la crise le plafond de l'exploitation est vraiment bien crevé.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

LES REQUINS

Nous empruntons à un journal bourgeois les révélations édifiantes sur le trafic international d'armes.

La morale de M. W. Warren Barbour rend admirablement la mentalité bourgeoise en matière d'affaires. Les crimes que les uns ne voudraient pas commettre, d'autres ne manqueraient pas de les perpétrer pour leur plus grand profit. Les scrupules se traduiraient donc par des pertes sèches d'argent, tout en n'évitant aucun mal. La conclusion d'être soi-même avantageusement criminel s'impose ainsi.

N'oublions pas d'autre part que ces grands trafiquants d'armes subventionnent plus ou moins directement toute la presse bourgeoise et versent des millions au mouvement fasciste qui, étant par définition militariste, ne peut que leur fournir des profits toujours accrus.

Et pour comble, le fascisme se plaît à déclamer surtout contre la ploutocratie qu'il s'essaie à sauver! Il invoque aussi les « valeurs spirituelles », alors qu'il doit son existence à la poursuite de sanglantes valeurs matérielles. Pour engraisser les requins de l'armement rien ne vaut autant que des patries maintenues perpétuellement en danger.

La commission d'enquête sur le trafic d'armes, nommée par le Sénat américain, vient de découvrir, lit-on dans la *Chicago Tribune*, quelles intrigues internationales se trament dans tous les pays du monde, autour de la vente de ces terribles engins de destruction que sont les sous-marins.

La commission a appris, en procédant à l'audition des administrateurs de l'« Electric Boat Company », que cette société vendit au Japon et à d'autres pays le brevet de son dernier modèle de sous-marin, ce qui lui permit de faire des bénéfices substantiels. Les Etats-Unis furent traités, à cette occasion, tout comme n'importe quel pays étranger. L'« Electric Boat Company » et la « British Vickers-Armstrong » partagèrent le monde entre elles, par un accord secret délimitant la vente des sous-marins et la distribution des avantages, sans qu'aucun compte fût tenu des considérations patriotiques. M. Henry R. Carse, président du conseil d'administration de l'« Electric Boat », reconnut que sa société touchait un pourcentage sur toutes les affaires de sous-marins traitées par la « Vickers » en Europe. L'« Electric Boat » perçoit sa part sur tous les sous-marins construits dans les chantiers continentaux de la « Vickers ». M. Carse déclara, dans sa déposition écrite, que « Vickers » s'était réservé le droit exclusif de travailler dans l'Empire britannique. L'« Electric Boat » qui vient d'accepter une commande pour trois sous-marins américains, avait, par contre, obtenu le monopole du commerce de sous-marins avec les Etats-Unis, la France, le Brésil, le Japon, l'Angleterre, le Pérou, l'Italie, la Finlande et Cuba, le reste du monde pouvant être exploité librement par les deux sociétés.

« Ainsi notre trust gagnait même quand nos concurrents faisaient des affaires », déclara M. Carse. « Entre 1916 et 1927, les brevets de l'« Electric Boat » furent tous cédés à la « Vickers », qui les revendit aux fabricants japonais, hollandais, australiens et espagnols. » Selon M. Carse, l'« Electric Boat » préférait que ce fût la « Vickers » qui obtint les commandes, au lieu des trusts allemands, italiens, etc.

A la question de l'un des enquêteurs, M. Stephen Rauchenbusch, si sir Basil Zaharof était l'un des gros actionnaires de la « Vickers », M. Carse répondit: « Je crois que oui. »

M. Carse révéla ensuite que de 1919 à 1930, sir Basil Zaharoff reçut 766,099 dollars (environ 19 millions de francs) rien que sur les affaires traitées par l'« Electric Boat » en Espagne. En général, son pourcentage est de 5% du montant des affaires traitées.

L'« Electric » vendait beaucoup au Japon et ne traitait les Etats-Unis que comme un pays parmi les autres.

« Vickers », lui, ristournait 40% sur les bénéfices nets des affaires traitées en Europe continentale, et 50% sur celles de Grande-Bretagne et d'Irlande.

M. Lawrence Spear, vice-président du conseil d'administration de l'« Electric Boat Company », fit le lendemain, des aveux cyniques, en reconnaissant que cette société distribuait des pots de vin afin de mieux vendre ses sous-marins, et que le fils du président Leguia, du Pérou, en reçut également. Un capitaine de la flotte péruvienne, M. Luis Aubry, ainsi que de nombreuses autres personnalités touchèrent des sommes considérables, mais ni Spear, ni Carse, ne voulurent expliquer à la commission d'enquête pourquoi l'« Electric Boat » paya en 1928 le voyage au Pérou, à bord du *Leviathan*, de la femme et du fils du vice-amiral Howe, chef de la mission navale américaine à Lima.

Le sénateur Nye, président de la commission, déclara à ce propos: « Nous avons ici des preuves qu'au moment même où les hommes d'Etat cherchaient à consolider la paix, des représentants des maisons d'armement s'agitaient dans les couloirs pour obtenir des commandes de la part des délégués de divers pays. » Mais M. Spear rétorqua que sa société n'avait jamais envoyé personne à la conférence du désarmement.

M. Spear informa ensuite la commission qu'en 1926, le Département d'Etat donna des instructions à l'ambassadeur des Etats-Unis à Buenos-Aires pour que celui-ci tentât d'annuler au profit de l'« Electric », des commandes passées à certaines entreprises françaises. En 1927, la société américaine chercha à nouveau à arracher aux Français une commande de six sous-marins. L'agent de l'« Electric Boat » à Paris, fut soupçonné d'espionnage, cependant que l'amiral argentin Galindez appuyait, à Buenos-Ayres, les demandes de la société américaine.

Sur ce, le sénateur Bone déclara qu'il ne voyait pas du tout à quoi servent les missions navales que les Etats-Unis envoient un peu partout dans le monde. Spear répondit que c'était pour entretenir des relations amicales avec les pays de l'Amérique du Sud.

— Cela veut-il dire, demanda le sénateur Bone, que notre marine doive servir d'agent de vente?

— Ces missions servent à l'œuvre de la propagande, répondit M. Carse (mais il oublia d'ajouter, la propagande en faveur de qui?)

— Ainsi, rétorqua Bone, d'une main nous vendons des sous-marins et des munitions, et de l'autre nous consolidons la paix à Genève. N'est-ce pas un sous-marin qui a torpillé le *Lusitania* ?

— Oui, parce que les Allemands avaient volé nos plans, répondit M. Carse.

Les dirigeants de la société reconnurent que sir Basil Zaharoff était leur agent en Europe et recevait des commissions aussi bien de l'« Electric Boat » que de la « Vickers ». Dans une lettre à Spear, datée du 3 novembre 1925, Zaharoff se plaignait des progrès accomplis par des maisons allemandes en Espagne et disait: « Notre ambassadeur en Espagne — feu Alexandre J. Moore, qui avait été précédemment ministre au Pérou — est un homme intelligent. Vous devez obtenir du Département d'Etat qu'il écrive au gouvernement espagnol pour lui dire combien il est satisfait des navires de l'« Electric ». Dès que ce sera fait, j'obtiendrai facilement une lettre analogue du gouvernement britannique. »

Lorsque le capitaine Aubry fut nommé attaché naval du Pérou à Paris, il reçut, de Carse, une lettre d'introduction auprès de Zaharoff. Il écrivit à celui-ci pour lui demander d'obtenir le consentement des gouvernements français et espagnol à la nomination de l'amiral américain Andrew Long comme chef du bureau hydrographique de Monaco.

Selon M. Carse, sa société étudia la question de l'exploitation des gisements de pétrole péruviens par des maisons américaines, en guise de paiement pour les sous-marins livrés au Pérou.

Des Français reçurent également des commissions pour accorder des contrats à l'« Electric ». Au dire des dirigeants de la société, c'est là une méthode aussi nécessaire en Europe qu'en Amérique du Sud.

On apprit des choses étonnantes. En 1916, lorsque les Etats-Unis étaient encore neutres, l'« Electric Boat » livra à l'Italie des navires, en violation de toutes les lois internationales. Les sous-marins allemands qui coulèrent tant de bateaux alliés étaient munis de pièces portant la marque américaine, que Krupp avait prise à l'« Electric » sans rien payer. Des officiers de la marine américaine participèrent à une conférence, qui eut lieu à l'ambassade de Turquie à Washington, et la Turquie obtint l'envoi d'armes et de munitions. La révolution de Cuba, qui coûta tant de vies humaines, pendant 13 mois de troubles, fut très profitable à l'« Electric », qui vendit des armes aussi bien au gouvernement cubain qu'aux rebelles.

Le public écoutait toutes ces révélations avec stupeur. Mais le sénateur républicain, M. Warren Barbour, de New-Jersey, estima que l'enquête devait être classée sans retard.

— Ces révélations, déclara-t-il, ne conduisent qu'à l'annulation des contrats conclus par les Européens et les Sud-Américains avec nos chantiers et favorisent ainsi les maisons françaises, allemandes, hollandaises et italiennes.

Esperanto.

Sous les auspices du Cartel des Sociétés ouvrières, le Groupe Esperantiste Ouvrier de Genève (Laborista Esperanto Grupo) organise son cours annuel d'esperanto. Il aura lieu chaque lundi et jeudi, à 20 h. 30, à la Maison du Faubourg. Séance d'ouverture et première leçon lundi 24 septembre, au local ci-dessus. Seul un droit d'inscription de 3 francs (coût de la grammaire compris) est perçu.

L'ENCYCLIQUE

Au hasard de nos lectures, nous avons retrouvé cette critique de l'encyclique Rerum novarum, *à laquelle veulent bien s'inspirer nos corporatistes catholiques et nos protestants humblement à leur suite. Elle a gardé après plus de quarante ans toute sa valeur.*

La Curie romaine, bien que vierge jusqu'à présent de toute connaissance économique, a donné le jour récemment à un factum sur la condition des ouvriers qui affiche des prétentions salvatrices. Et déjà les monarques de l'Europe se sont mis en route pour déposer l'encens et la myrrhe dans le berceau d'où vient d'issir la nouvelle parole de vie.

Nous ne ferions pas un crime au Souverain Pontife de la médiocre familiarité où il semble vivre avec les faits économiques. Nous sommes disposés à reconnaître que des lèvres incompétentes peuvent être des lèvres inspirées. Et nous inclinons à croire que la vérité sociale, si elle venait à être formulée, sortirait de la bouche d'un petit enfant plutôt que de celle de M. Paul Leroy Beaulieu.

Mais ce dont nous avons sujet de nous étonner et de nous plaindre, c'est de voir que Léon XIII, si peu soucieux des faits, a subi une si profonde initiation aux plus vieux sophismes de l'économie bourgeoise et de la science matérialiste. Nous lui faisons un grief de l'esprit froidement positif et rationaliste qui lui a dicté ces trente pages de notre temps ; de celle qui va jeter l'une sur l'autre dans une mêlée sanglante les deux moitiés dont notre société est faite les propriétaires et les prolétaires ; nous éprouvons une légitime surprise de voir celui qui parle au nom du Christ se croiser les bras et faire l'éloge du *statu quo*, c'est-à-dire de l'injustice latente d'où sortiront fatalement les violences ouvertes de demain.

Quand on dispose d'une source de connaissance surnaturelle, comme est le dogme chrétien, qu'on en est l'interprète infaillible et reconnu comme tel par des centaines de millions d'hommes, on doit pouvoir faire mieux que de constater l'état de choses existant, de dire qu'il est déplorable, mais que la *nature* l'a fait ainsi et que la *raison* démontre qu'on n'en peut sortir. Que nous venez-vous parler de la *nature*, vous qui êtes le délégué sur la terre d'un ordre surnaturel? Que nous veut votre *raison*, puisque c'est une parole de foi que nous attendions de vous.

Je le vois bien: Vous citez Thomas d'Aquin au bas de vos pages. Mais de la scholastique vous n'avez gardé que l'aristotélisme rationaliste. Dans le saint, vous n'avez vu que le paien. En réalité, ce ne sont pas les docteurs du treizième siècle, ce sont les philosophes du dix-huitième que vous devriez citer.

Ce que vous nous deviez, c'est la déduction théologique de la misère et de l'opulence. Vous deviez nous montrer comment la famine de ceux qui travaillent et le luxe des oisifs sont la preuve qu'il y a un Dieu. Vous nous deviez l'exposé des raisons supra-sensibles qui font que Rothschild a été dans les vues de l'Eternel. Nous attendions de vous la révélation du crime mystérieux que nous expions par un laborieux opprobe, et des mérites, non moins inintelligibles pour nous, qui ont valu à Rothschild toutes les bénédictions temporelles Ou bien, si cet état de choses est injuste, vous nous deviez le mot des réparations futures. Il n'y a qu'une chose que vous n'eussiez pas le droit de nous dire, et qui est précisément la seule que vous nous ayez dite. Vous n'aviez pas le droit de nous dire: « Tout cela est naturel, et Dieu même est impuissant contre la nature. Toutefois, vous avez tort de croire que la nature est cruelle, elle n'est qu'indifférente. La même terre, nourricière aux uns, est marâtre aux autres; et le même soleil qui fait vivre tels êtres, à tels autres donne la mort. » Car, ô Saint Père, cela, nous le savions. Bastiat et M. Paul Leroy-Beaulieu nous l'avaient déjà dit, et nous éprouvions tous les jours que toutes les moissons de la terre, étant accumulées dans un petit nombre de greniers qui ne nous appartiennent pas, ne nous empêchent pas de mourir de faim. Mais ce que nous voulions savoir, c'est ce que pense l'Eternel de Bastiat, de M. Paul Leroy Beaulieu et des accapareurs. Nous nous plaignons de ce que vous ne vous soyez pas prononcé; de ce que vous n'ayez eu le courage ni de la bénédiction ni de l'anathème. Les paroles mêmes de la consolation chrétienne, ô pontife incrédule, expirent sur vos lèvres. Vous nous dites bien que nous sommes immortels mais vous invoquez la *raison* pour le prouver. La raison? Médiocre autorité pour inviter à croire ceux à qui leur prédestination au malheur fait paraître irrationnel le monde entier. Dites-nous plutôt pourquoi nous avons été condamnés à vivre dans un monde qui ne vit lui-même que de notre mort et de la succion perpétuelle de la moelle de nos os et de la substance de nos âmes.

Vous nous affirmez que la propriété est un droit *naturel*, parce que l'homme est doué de *raison;* parce que, différent en cela des animaux, il prévoit ses besoins futurs et qu'il use dès lors légitimement des moyens qui lui paraissent les plus propres à assurer son avenir. Or, rien ne l'assure mieux sans doute qu'une bonne propriété dont la rente échoit à périodes fixes. Mais nous autres, sommes-nous donc des brutes que nous n'ayons le droit de rien posséder? Et pourquoi, si la propriété seule assure une existence digne d'un être raisonnable, nous défendez-vous de la prendre là où elle est, c'est-à-dire dans la poche des capitalistes?

Je vous entends. Vous nous prêchez d'être sages; d'économiser sur notre salaire; et avec le pécule amassé à la longue d'acheter un petit champ que nous cultiverons nous-mêmes et dont nous vivrons jusqu'à la fin de nos jours. Et vous affirmez gravement que c'est là l'origine de toute propriété. O pontife facétieux, pourquoi pousser la plaisanterie jusque-là? pourquoi écrire l'histoire comme un économiste? Rothschild a-t-il jamais économisé sur son salaire? a-t-il jamais cultivé un petit champ? Autant dire que vous gagnez le denier de saint Pierre, en bêchant votre jardin du Vatican.

Oui, il est bien vrai que le capital vient de l'épargne, et même de l'épargne faite sur le salaire dû aux autres, et non sur le salaire qu'on reçoit que se font les économies qui enrichissent. Oui, le bourgeois pratique une merveilleuse abstinence, l'abstinence totale du bon droit et de la justice: c'est pourquoi il s'enrichit, et c'est pourquoi il ne nous reste rien dans les poches, après qu'il nous les a vidées au jour le jour. Son épargne se compose de toutes les épargnes qu'il nous a empêchés de faire, et son gros ventre augmente avec notre famine. Mais à quoi bon insister sur ce qui crève les yeux et sur ce dont vous convenez vous-mêmes? Car vous avouez que le bourgeois ne voit dans l'ouvrier qu'une machine; et qu'il paie cette machine au plus bas prix qu'il peut, mais que l'ouvrier est obligé de se vendre à vil prix pour ne pas mourir de faim. Pourquoi donc vous moquer de nous? pourquoi nous dire d'épargner quand vous savez que notre salaire ne suffit pas toujours à nous vêtir et à nous nourrir?

Bien que l'on essaie de nous faire vivre comme des brutes, nous voyons encore assez clair pour nous apercevoir que, sous le régime de la propriété individuelle, chacun n'est si prévoyant pour lui-même qu'à la condition d'être entièrement imprévoyant du sort des autres; et que même il ne pratique sérieusement cette prévoyance individuelle, dont vous faites l'éloge, qu'en empiétant sur le lot d'autrui. C'est pourquoi pour tous ceux que la vie et le travail ont usé, nous voulons une vieillesse tranquille au lieu de la mort ignoble dans un bouge que le capital réserve à tout homme qui n'est plus la bête de somme vigoureuse dont il puisse tirer profit: pour tous ceux qui naissent à la vie et au travail, une éducation virile, qui les y rende propres; et pour tous ceux qui créent la richesse le produit intégral de leur labeur. Et s'il nous faut, pour réaliser cette répartition équitable, l'ensemble de toutes les ressources que le travail social a amassées, mais que notre faiblesse et notre aveuglement ont réunies entre les mains d'un petit nombre, qu'est-ce là autre chose que de sortir de la tradition pour entrer dans le droit? Et n'est-ce pas être plus prévoyant que la raison bourgeoise et plus chrétien que votre dogme?

Vous ajoutez que le capital et le travail se supposent. Et nous n'en disconvenons pas. Mais quel inconvénient voyez-vous à ce que le capital nous appartienne à tous collectivement, au lieu d'appartenir à quelques-uns? Et le capital bourgeois se soucie-t-il beaucoup du travail, lorsque, pour gagner davantage, il ferme les usines pour aller spéculer à la Bourse? Personne n'est plus soucieux que nous de garder intact le capital. Mais cela empêche-t-il qu'il ne soit juste de supprimer les capitalistes?

Il est impossible, objectez-vous, que tous soient au même niveau; « *car contre la nature tous les efforts sont vains;* c'est elle en effet qui a disposé parmi les hommes des différences aussi multiples que profondes: différences d'intelligence, de talent, d'habileté, de santé, de force; différences nécessaires d'où naît spontanément l'inégalité des conditions. Cette inégalité d'ailleurs tourne au profit de tous, de la société comme des individus: car la vie sociale requiert un organisme très varié, et des fonctions fort diverses; et ce qui porte précisément les hommes à se partager ces fonctions, c'est seulement la différence de leurs conditions respectives ». Saint Père, déjà Malthus, Herbert Spencer et Schaeffle nous avaient appris que l'Etat est un organisme; et déjà aussi que la sélection naturelle et le *struggle for life* y sont la loi. Mais aucun de ces philosophes matérialistes n'avait été aussi *struggle for lifer* que vous ne l'êtes, ô vicaire de Jésus-Christ. Aucun n'avait osé dire que la nature résiste absolument à l'effort humain. Ils la tenaient pour

une matière malléable, sur laquelle les mains de l'homme ont prise. Ils estimaient, imbus qu'ils étaient encore d'un vain idéalisme, que l'art peut corriger la sélection fortuite opérée par la nature; qu'on peut faire naître le talent en des cervelles où, sans culture, il n'aurait pas germé; que toute habileté peut s'acquérir, et toute force physique se développer. Et quant à nous, qui ne lisons guère Spencer et Schaeffle, nous nous demandons si même c'est là le vrai problème. Car, ce Rothschild a-t-il jamais fait preuve de plus d'esprit que moi, par exemple, qui le critique en ce moment? Ou, si sa richesse est proportionnelle à son intelligence, pourquoi n'occupe-t-il point la plus haute dignité spirituelle qui soit au monde, et pourquoi n'est-il point pape?

Vous nous exhortez à la patience chrétienne. Vous nous assurez que le travail, loin d'être un déshonneur, n'est que le symbole des souffrances de Jésus-Christ. Pourquoi donc y a-t-il tant de riches qui croiraient se déshonorer en travaillant? et pourquoi Rothschild se refuse-t-il à imiter Jésus-Christ? Vous concluez que, si la société requiert des conditions inégales, cette inégalité même tourne au profit de tous. Et assurément la société ne pourrait pas vivre décemment s'il n'y avait des décrotteurs pour cirer les bottes. Mais ne serait-il point juste que ces besognes si nécessaires fussent réparties entre plus de gens? Et y aurait-il moindre profit pour la société si M. de Rothschild, au lieu de faire cirer ses bottes par un décrotteur, au contraire les lui cirait quelquefois, à peu près comme vous lavez vous-même, Saint-Père, les pieds de douze pauvres une fois l'an.

Vous avez si bien lu les économistes bourgeois que vous leur avez emprunté même l'imprudent aveu que fit un jour le candide Adam Smith, lorsqu'il dit que le travail de l'ouvrier est la source de toute richesse. Vous convenez, Saint-Père, qu'il en est vraiment ainsi, et vous consentez qu'il nous revienne un peu de cette richesse que nous créons tout entière. Pourquoi donc nous refuser le seul moyen qui nous reste de défendre le salaire de ce travail dont tout le monde vit grassement, excepté nous-mêmes? Vous glorifiez le militarisme; vous placez les hommes « qui administrent les choses de la guerre » au nombre de ceux qui « doivent avoir la prééminence dans toute société, et y tenir le premier rang ». Ceux-là, dites-vous, « travaillent directement au bien commun et d'une manière excellente, tandis que les hommes qui s'appliquent aux choses de l'industrie n'y peuvent concourir dans la même mesure ». Croyez-vous donc, Saint-Père, que nous puissions jamais tenir pour une parole divine une doctrine qui reconnaît plus d'utilité à ceux qui tuent qu'à ceux qui font vivre? Ou, si c'est là une inspiration surnaturelle, s'il est vrai que l'essence dernière de la croyance catholique soit le dogme de la force et le sang versé du misérable, avouez-le franchement; bénissez ouvertement, comme fit un jour votre prédécesseur, les fusils d'invention nouvelle. Vous aurez rassuré beaucoup d'âmes inquiètes de bourgeois très croyants. Et quant à nous, nous saurons que nous n'avons pas à compter pour notre laborieuse œuvre d'émancipation, sur le concours d'un Dieu bourgeois qui nous hait et qui nous dégoûte.

Théodore RANDAL.

Comment l'Eglise prépare et entretient les esprits

Nous empruntons ce chapitre à une brochure du camarade Hem Day (Le Châtiment de Dieu, *Bruxelles, Pensée et Action, chaussée de Wavre, 25, prix 2 fr. belges):*

Le cas de conscience est, certes, un des points sur lesquels l'Eglise semble ne pas vouloir tergiverser.

Lactance, le Cicéron chrétien, proclamait: « L'homicide est toujours injuste. » Et St-Basile, le grand évêque de Césarée, voulait que ceux qui avaient pris part à n'importe quelle guerre, fussent éloignés de la communion durant trois ans.

L'Eglise ne regarde pas à quelques coups de canif quand il s'agit de respecter des textes ou des contrats. Elle le fit d'une maîtresse façon avant 1914 déjà.

Le droit ecclésiastique qui, en cette matière est formel, se trouva, par suite des récentes lois françaises, dans une impasse quelque peu délicate. En effet, tout prêtre qui prend part à des hostilités est frappé d'irrégularité; cela mettait le clergé dans une situation des plus embarassantes, puisque d'une part, s'il suivait les prescriptions de l'Eglise, il ne pouvait porter les armes, ni s'en servir, mais en agissant ainsi, il désobéissait aux lois de son pays.

Entre la loi de Dieu et la loi des hommes il devait choisir. Afin d'éviter de perdre les avantages célestes, et pour ne point récuser les avantages terrestres, la sacrée pénitencerie vint à son aide et la question fut tranchée par une décision importante.

« Si ces prêtres sont vraiment des combattants, écrit le chanoine O. Gouget dans « La Guerre allemande et le catholicisme », on ne peut dire cependant que ce soit de leur plein gré. En France, le service militaire est obligatoire pour tous les hommes valides sans exception; le prêtre incorporé dans le service armé subit une nécessité de fait qu'il ne dépend pas de sa volonté d'éviter, et si la guerre l'expose à contracter l'irrégularité, ce ne peut être que le résultat d'une contrainte que les circonstances lui imposent. »

Pour remédier à cet état de choses qui pouvait devenir pénible pour certains, le 18 mars 1912, la Sacrée Pénitencerie promulgua l'acte suivant:

« 1) Que dans le cas où les clercs auraient encouru l'irrégularité en combattant, les effets de cette irrégularité seraient provisoirement suspendus;

« 2) Qu'en conséquence, les clercs combattants peuvent agir pendant la durée des hostilités comme si l'irrégularité n'existait pas, c'est-à-dire, d'une part, administrer, d'autre part, recevoir les sacrements;

« 3) Que cette permission d'agir provisoirement tant que dure la guerre et comme si l'irrégularité n'existait pas, ne supprime pas cependant cette irrégularité, si elle a été contractée; que, par conséquent, une fois la paix signée, le clerc combattant est tenu de recourir à l'autorité compétente pour s'en faire relever, s'il y a lieu. »

Ainsi était résolue provisoirement la situation canonique de ceux que des circonstances imprévues auraient contraints en tant que soldats, à prendre part aux massacres et leurs inquiétudes de conscience étaient à l'abri de toute sanction puisque l'autorité ecclésiastique les couvrait.

« Quand parut en 1912, cette décision de la Sacrée Pénitencerie, écrit A. Lapeyre, dans le monde des croyants, personne ne s'en émut. Les lâchetés individuelles se trouvèrent fort bien de n'avoir pas à désobéir à la loi des hommes. Et cependant comme les âmes auraient dû bondir d'indignation! Eh quoi? Un prêtre de Jésus-Christ a maintenant le droit de par le Pape, avec ses mains teintes du sang de son frère, de marquer au front l'enfant qui vient de naître, et de lui dire: « Je te baptise! Je te pardonne! » Il a ce droit! Le prêtre, les mains poisseuses du sang d'Abel, peut prendre l'hostie consacrée, le corps immaculé de Notre-Seigneur Jésus-Christ et le donner à manger aux fidèles... »

Mais il y eut mieux, et ceci me semble significatif: la falsification du catéchisme.

—o—

Coincidence ou non, cela se passa un mois à peine avant le déclanchement de la guerre. C'est M. G. Dupin (Ermenonville) — un écrivain probe et intègre, qui dénonça, en des livres admirables de documentation précise et riche, les mensonges de la guerre 1914-1918 — qui signala le fait.

En quoi consistait la fraude? Le cinquième commandement de Dieu dit: « Homicide, point ne seras, de fait, ni volontairement! » Nous le connaissons tous plus ou moins pour l'avoir marmotté dans notre jeunesse, pour l'avoir entendu de nos condisciples et amis. Or, le 2 juillet 1914, nous voyons ce cinquième commandement subir une légère retouche qui pouvait passer inaperçue pour beaucoup, car ne lit-on point et ne répète-t-on point avec une distraction proverbiale et tellement machinalement, ces commandements. Que s'était-il passé?

Avec beaucoup de droitesse, le cinquième commandement était devenu un non-sens, voire une hérésie; jugez-en: « Homicide, point ne seras, sans droit, ni volontairement! »

Le « de fait » s'était mué en « sans droit », ce qui signifiait en réalité qu'il était permis d'être homicide, car en fait le droit, c'est tout et rien. Grâce à sa complicité, on peut tout justifier, n'avons-nous pas vu la guerre du droit? Alors...

Faut-il voir en cela une certaine préparation spirituelle de l'église à la guerre et la grande prévoyance de cette dernière vis-à-vis d'un conflit imminent afin que, sous prétexte d'obéir à Dieu, les prêtres et les croyants ne donnent pas l'exemple de la désobéissance aux rois et aux princes?

Serrons de plus près les faits: le catéchisme, selon R. Chardon, date du 2 juillet; il a du être imprimé avant. Or l'attentat de Serajevo a lieu le 28 juin 1914; il y a de bien extraordinaires anticipations, comme l'écrit A. Lapeyre. « La guerre peut éclater, il ne manque pas un bouton de guêtre. » Non, pas même le petit catéchisme pour partir au front.

L'Eglise, dont le chef spirituel est « l'homme le mieux renseigné du monde », a dit Aristide Briand, semble avoir tout prévu, informée qu'elle était de ce qui se préparait. Ce catéchisme ne fut point tripatouillé sous la seule responsabilité de l'archevêque; il y eut consentement tacite tout au moins du supérieur infaillible, le Pape, et n'est-ce pas le journal ultra-catholique *La Croix* qui reconnaissait que Pie X avait fait « à plusieurs prélats, des confidences douloureuses affirmant que 1914 verrait certainement la guerre éclater ». Le Pape attendait la guerre, il la savait inévitable.

La complicité de l'archevêque de Paris avec Poincaré est un fait, et par voie de déduction nous pouvons dire que le Vatican joua son rôle, c'est pourquoi il était nécessaire qu'une nouvelle édition du catéchisme soit publiée dans lequel était énoncé le droit pour un parfait chrétien de verser le sang de ses frères en humanité.

Quand vint la guerre, l'hésitation était annihilée, et durant le déchaînement scrupules et retenue ne furent plus de mise.

Les incorrigibles charlatans

Mussolini s'est rendu dans les Pouilles, où il a prononcé cinq discours farcis des plus grotesques fanfaronnades. Au même moment, Hitler en prononçait à Nuremberg cinq aussi, qui en d'autres temps auraient provoqué un examen mental. Malheureusement la démence, loin de perdre les hommes, paraît aujourd'hui les porter et les maintenir au pinacle.

Il serait difficile de dire lequel des deux a débité les plus grosses bourdes. Peut-être est-ce Mussolini en attaquant ainsi son congénère d'Allemagne:

C'est sur les rives de la Méditerranée que sont nées les grandes philosophies, les grandes religions, la grande poésie et un empire qui a laissé des traces ineffaçables dans l'histoire de tous les peuples. Ces trente siècles d'histoire nous permettent de considérer avec une pitié souveraine certaines doctrines d'au delà des Alpes soutenues par les descendants de peuplades qui ignoraient l'écriture pour pouvoir transmettre les documents de leur vie, alors que Rome avait Jules César, Virgile et Auguste.

Hélas! César, Virgile et Auguste n'empêchent pas l'Italie d'avoir encore un chiffre respectable d'illettrés. Et puis, si le dicton français est vrai, on ne peut pas être et avoir été! — si bien que les splendeurs du passé pourraient surtout correspondre aux misères du présent. Et c'est précisément ce que nous trouvons expliqué dans le Service de Presse de *G. e L.* dans l'article suivant:

VOYAGE DANS LES POUILLES

A propos du récent voyage de Mussolini dans les Pouilles — voyage pendant lequel il a célébré l'action accomplie par le fascisme en faveur de ces populations — il faut remarquer que, parmi toutes les régions d'Italie, les Pouilles sont réduites à la vie la plus misérable.

Le Bulletin Officiel de Statistique de juin 1934 signale que dans les maisons populaires, qui sont de véritables taudis, trois personnes doivent vivre, en moyenne, dans une chambre Dans certains pays, la moyenne monte à quatre personnes. A noter que parmi les chambres est comprise la cuisine. A Bari, la ville la plus moderne des Pouilles, plus de la moitié des habitations sont dépourvues d'eau potable, de cabinets d'aisance et d'électricité.

Les paysans reçoivent des salaires de 4-5 lires par jour pour un maximum de 150 jours de travail par an. Ils sont payés moins qu'ailleurs. Le Bulletin précité montre que le salaire moyen par heure des ouvriers industriels est dans les Pouilles de 1 lire et 22 centimes, tandis qu'il est de 1,82 en moyenne en Italie.

La moyene des heures de travail des ouvriers occupés dans les Pouilles, pendant le mois d'avril, a été de 157. Cela signifie qu'un ouvrier occupé dans les Pouilles a gagné en avril en moyenne 193 lires (environ 50 fr. suisses), c'est-à-dire 6,20 lires par jour.

La malaria est très répandue dans les Pouilles. Ainsi qu'il résulte de l'Annuaire Statistique (1930), cette région enregistre 43,775 frappés de malaria: soit un nombre supérieur à celui de toute autre région d'Italie. Enfin, la proportion des illettrés est toujours très forte dans les Pouilles.

GENEVE

Manifestations religieuses.

N'étaient-ce les raisons trop fondées et trop nombreuses que nous avons de combattre le régime dictatorial russe, l'écœurant spectacle que nos fascistes suisses de toutes obédiences nous ont offert, leurs déversements quotidiens de bile, leurs appels menteurs à des principes de justice, de liberté, d'honnêteté que tous les Etats ont systématiquement violés bien avant les bolchevistes — tout cela serait de nature presque à nous faire pencher du côté russe aussi Mais comme de ce côté il y a déjà les gouvernements fascistes d'Autriche, de Bulgarie, de Hongrie, d'Italie, de Yougoslavie — pour n'en citer que quelques-uns — nous ne nous laisserons certes pas entraîner ni avec les uns ni avec les autres. Les mêmes intrigues et infamies, la même corruption et mauvaise foi se trouvent de part et d'autre.

Nos chrétiens n'ayant pu se livrer à des manifestations politiques se sont rabattus sur celles religieuses. qui nous sont présentées ainsi:

Si jamais la foi chrétienne s'est manifestée et affirmée avec puissance, ce fut bien hier soir à Saint-Pierre, au cours de la manifestation religieuse organisée en faveur des martyrs de la foi en Russie. Une foule de croyants, appartenant aux Eglises réformée, luthérienne, anglicane, orthodoxe et vieille-catholique de Genève, remplissait la cathédrale de Saint-Pierre. Quant à nos frères de l'Eglise catholique romaine, ils étaient conviés ce matin au Sacré-Cœur pour un service spécial, inspiré de la même fervente sympathie pour les chrétiens persécutés et de foi au Christ, chef de l'Eglise chrétienne tout entière.

Messieurs les catholiques ont donc fait bande à part, considérant tous les autres comme des hérétiques voués aux flammes de l'enfer. Mais si les intérêts et les valeurs « spirituels » les divisent, les intérêts et les valeurs matériels les unissent, et comment!

Nous l'avons bien vu à la réunion des jeunesses bourgeoises pour la Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative, où ils ont scellé l'accord qui doit leur permettre d'écraser le mouvement d'émancipation du travail. Car voilà le but réel que tous ces messieurs veulent atteindre. Vaincre la crise par le retour à l'absolutisme du passé, supprimer la lutte des classes en condamnant de nouveau les travailleurs au servage, en rendant impossible toute résistance à l'exploitation et à l'oppression de l'homme par l'homme.

La princesse aussi!

Genève a été gratifiée aussi d'une réunion particulière de femmes déléguées à la S. d. N. Et voici comment une feuille locale parle de l'une d'entr'elles:

Présentée par Mme Guthrie d'Arcis, la princesse Stahremberg, déléguée d'Autriche, présidente de l'association la plus nombreuse de femmes de son pays, celle des femmes catholiques, venue d'autres fois à Genève pour l'Union internationale de secours aux enfants, s'occupe de travail social et culturel. La Ligue catholique de femmes ne peut fusionner avec aucune association neutre, mais on peut travailler en commun au relèvement de la patrie, et toutes, elles sont heureuses de sentir qu'un même idéal les inspire: celui de mener les nations vers la paix.

En fait de secours aux enfants, la noble épouse aurait pu nous parler de ceux qui ont été massacrés à Vienne. Elle aurait pu aussi entretenir son auditoire de pendaisons et de « persécutions contre la foi » d'hommes et femmes qui se permettent d'en avoir une autre que celle de Pie XI, du commerce clandestin d'armes exercé en Autriche pour la guerre civile et l'autre toujours plus menaçante depuis l'écrasement des socialistes, auquel son digne époux a pris une si grande part.

Les provocations rouges.

Sous ce titre, l'organe fasciste, que nous retrouvons parfois dans notre boîte aux lettres, publie les lignes suivantes:

Les scènes qui se déroulent maintenant chaque samedi après-midi dans les rues Basses, mais qui prennent chaque semaine une tournure plus sérieuse, se sont déroulées hier encore aux alentours de la place du Molard. Les vendeurs de l'Action nationale *et de la* Liberté syndicale, *journaux qui trouvaient de nombreux amateurs, furent harcelés par les rouges. Ceux-ci, serrant au plus près leurs adversaires dont ils espéraient un mouvement d'impatience propre à déclencher une bagarre, hurlaient la* Lutte, *organe communiste, la* Calotte, *feuille anticléricale, et l'*Homme de gauche.

A plusieurs reprises, les provocations rouges faillirent aboutir, mais la bagarre ne se déclencha pas. Une douzaine de gendarmes, descendus spécialement de la caserne, arrivèrent bientôt et occupèrent la place jusqu'à l'heure où tout se calma.

On nous signale que les dessins de Fontanet, qui sont pour beaucoup dans le succès de la Liberté syndicale *et de l'*Action nationale, *font l'objet d'un tirage spécial et seront vendus incessamment au bénéfice d'In Memoriam.*

Nous avons voulu reproduire l'articulet en entier, y compris la réclame pour Fontanet, pour bien souligner la mentalité de ces messieurs du fascisme. Libre aux noirs de vendre leurs feuilles d'hypocrisie et de mensonge, mais que les rouges puissent leur riposter par d'autres publications, voilà qui devient une provocation. Nous avons déjà dit qu'à Paris les apaches d'*Action française* ont parfois attaqué et battu, toujours dix contre un, des vendeurs de journaux d'avant-garde, si bien qu'il a fallu aux nôtres s'organiser quelque peu pour poursuivre leur vente.

A Genève, les admirateurs de Mussolini, Hitler et Dollfuss voudraient tenir le haut du pavé, s'emparer seuls de la rue et alors nous n'aurions pas seulement des « provocations qui faillirent aboutir », mais des agressions et des assassinats aussi, soulignant l'avènement des « valeurs spirituelles ».

Constatons que l'exercice par tous d'un même droit est jugé par les fascistes une provocation et n'y renonçons pas.